Sorbonne Nouvelle
université des cultures

UFR A & M
arts & médias

Motion de l'UFR Arts & Médias

L'intervention des forces de police sur le site de Nation, lundi 5 octobre 2026, a provoqué un important choc sur la communauté universitaire tant par l'effet de surprise que par son déroulement brutal. L'incompréhension porte encore aujourd'hui sur la prise de décision elle-même, sur la façon musclée dont l'évacuation a été menée, ainsi que sur le manque d'information et d'accompagnement de la communauté pendant son déroulement.

Ces événements ont créé un traumatisme – physique, psychologique, moral et symbolique – qui ne relève pas d'un simple ressenti mais d'un acte subi, et qui se traduit chez beaucoup par une grande colère, par un sentiment d'abandon de l'institution, et par une rupture de confiance avec la gouvernance actuelle. Les témoignages et les images des événements qui se sont déroulés sur le campus ont, par ailleurs, alimenté une situation de stress qui perdure encore aujourd'hui et que la communication de la gouvernance n'a pas apaisée.

Ainsi, le conseil de l'UFR, réuni en session exceptionnelle ce mardi 13 octobre, prend acte de ce traumatisme collectif subi tant par les personnels administratifs et enseignants que par les étudiants. Il demande que la Présidence reconnaisse explicitement et en toute transparence ses responsabilités, et qu'un dialogue franc puisse avoir lieu avec les étudiants et les personnels de l'Université dans le respect des uns et des autres. Il demande également que les événements du 5 octobre et en particulier ceux qui ont conduit à la décision de l'évacuation fassent l'objet d'une documentation fournie, et que notre Université redevienne au plus vite un lieu sûr et ouvert, un lieu de débat, de dialogue et de formation. Il demande en outre le recours à une organisation extérieure pour objectiver les faits, et l'utilisation à cette fin de toutes les sources disponibles au sein de l'Université. Enfin, il semble indispensable aux membres du conseil de faire appel à des professionnels pour accompagner le retour des étudiants et des personnels sur site.

Le conseil exprime par ailleurs sa pleine solidarité avec les revendications portées par le mouvement lycéen et étudiant concernant le budget de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur et, plus largement, les orientations des politiques éducatives.

Motion adoptée à l'unanimité des 19 membres du Conseil présents.